

apportées par Joseph II à l'organisation politique de ces provinces.¹⁾ Les troubles qui éclatèrent vers cette époque à Liège²⁾ lui semblaient avoir pour but d'y réaliser les projets qui étaient en train d'exécution en France, mais il était convaincu que ces tentatives aboutiraient à un échec. Un patriote belge qui avait joui de sa confiance venait d'être enlevé par un archer de la maréchaussée de Bruxelles. Le 29 septembre, il écrivit à la tante GERBER qui était religieuse à la Congrégation de Luxembourg qu'il n'avait ni à craindre, ni à espérer à propos de la révolution liégeoise. C'était à lui de craindre pour elle, puisque les « écoles normales »³⁾ étaient une source de corruption pour la jeunesse. Les maîtresses devaient faire les bêtes à l'égard de leur impudent et inepte instructeur ; elles n'avaient qu'à se plaindre et à demander des ordres précis au gouvernement. Par crainte du public, il n'avait pas osé publier l'ordonnance sur l'enseignement.

Feller se sentait toujours en grand danger pour son existence littéraire et sa vie même. Le 9 octobre, il écrivit que des scènes horribles s'étaient passées pendant la nuit à Liège. « Tyrannie pour tyrannie, je ne crois pas qu'il faille s'exposer à la mort pour avoir l'avantage du choix. » Comme les insurgés brabançons avaient battu les Autrichiens à Turnhout le 24 octobre, Feller était convaincu que le salut du catholicisme dépendait du succès de leur révolution, d'autant plus que Rome et l'Espagne allaient donner le spectacle de tristes scènes à l'Europe. Il était bien possible que le gouvernement autrichien eût mis une prime de dix mille florins sur sa tête, mais confiant dans la tutelle de la Providence, il sortait à pied, à cheval, même en voiture. Il redoutait toutefois une invasion autrichienne dans la principauté de Liège puisqu'il n'y avait plus de troupes brabançonne pour couvrir cette frontière. Un professeur de Huy venait d'être enlevé. En cas de grave danger, Feller pouvait passer en Hollande dont le gouvernement ne livrait aucun réfugié ; une armée brabançonne de 42.000 hommes était campée sur ce territoire. Ces combattants qui s'étaient prudemment retirés en Hollande après leur victoire à Turnhout rentrèrent en Belgique vers le 12 novembre ; Feller attendait d'un moment à l'autre leur arrivée à Bruxelles qui ne fut occupé effectivement que le 12 décembre. Il proposa la convocation d'un concile des évêques belges et de ceux des pays limitrophes à présider par deux nonces pontificaux. Il s'agissait de publier des décrets foudroyants contre les folies de Vienne et de Paris. Feller répète à tout propos que la révolution de Brabant n'a rien de commun avec celle de Liège, ni avec celle de Paris. Il défend le clergé belge contre l'accusation d'avoir provoqué le premier de ces mouvements, puis-

¹⁾ Sur le refus des Etats de Brabant d'accorder un subside fixe et permanent, comme avaient fait ceux de Luxembourg et de Limbourg, Joseph II avait supprimé le 18 juin avec le Conseil et les Etats de Brabant la Joyeuse Entrée.

²⁾ Sur ces événements, voir Pirenne, pp. 516 ss. Le baron Senfft de Pilsach, ministre de Prusse dont Feller parle à plusieurs reprises dans ses lettres, était l'ami des démocrates ou adversaires de l'évêque.

³⁾ Le conseiller Engels avait été chargé par le gouvernement d'une visite des écoles du Luxembourg. Son rapport qu'il adressa le 6 novembre 1789 au gouvernement parle en termes très élogieux de l'activité pédagogique des religieuses de la Congrégation.